



CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
VILLE DE WESTMOUNT

**RÈGLEMENT 1637**

RÈGLEMENT CONCERNANT LE RÉGIME SUPPLÉMENTAIRE  
DE RETRAITE POUR LES FONCTIONNAIRES ET LES EMPLOYÉS  
DE LA VILLE DE WESTMOUNT

En vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2025

## TABLE DES MATIÈRES

---

	<b>Page</b>
PRÉAMBULE.....	1
SECTION 1 – DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION .....	2
SECTION 2 – ADMISSIBILITÉ ET ADHÉSION.....	4
SECTION 3 – COTISATIONS.....	5
SECTION 4 – PRESTATIONS DE RETRAITE.....	6
SECTION 5 – PRESTATIONS ACCESSOIRES.....	7
SECTION 6 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	9

PROJET POUR  
ADOPTION

## PRÉAMBULE

---

Le Régime supplémentaire de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount (le « Régime supplémentaire ») a été adopté par le Conseil municipal de la Ville de Westmount avec effet au 1<sup>er</sup> juin 2025.

Le Régime supplémentaire s'applique aux employés de la Ville de Westmount qui sont affectés par l'effet des limites fiscales applicables aux prestations du Régime de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount (le « Régime enregistré »).

En vertu du deuxième alinéa de l'article 2 de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.Q. 2015, c. 20), le Régime supplémentaire n'est pas tenu de se conformer aux règles prescrites par cette loi. En effet, la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ne s'applique pas<sup>1</sup> :

*« à un régime de retraite établi pour des travailleurs qui adhèrent également à un régime régi par la présente loi, si leur employeur cotise pour leur compte aux deux régimes et s'ils ont droit, au titre de l'autre régime, à des prestations au moins égales aux prestations maximales qui peuvent être payées au titre d'un régime de pension agréé défini à l'article 1 de la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3). »*

À moins que le contexte n'impose un sens différent, lorsque le présent règlement réfère au Régime enregistré ou à une loi, tel que modifié, sans indiquer de date de modification, la référence inclut toute modification et tout remplacement postérieur à la date de prise d'effet du présent règlement.

---

<sup>1</sup> Extrait du texte de l'article 2 de la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite*.  
Page 1

## SECTION 1 – DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

---

Le Régime supplémentaire coexiste avec le Régime enregistré. En conséquence, les définitions contenues au règlement du Régime enregistré s'appliquent pour les fins du Régime supplémentaire. Nonobstant ce qui précède, les expressions suivantes auront, pour les fins du Régime supplémentaire, le sens indiqué ci-dessous (le genre masculin inclut le féminin et le nombre singulier inclut le pluriel) :

- 1.01** « Bénéficiaire » : la ou les personne(s) que le Participant a désignées comme bénéficiaires sous le Régime enregistré. Si le Participant n'a pas désigné de bénéficiaire sous le Régime enregistré ou si ce dernier est décédé avant le Participant, toute prestation payable du Régime supplémentaire au bénéficiaire du Participant est alors versée aux héritiers légaux du Participant.
- 1.02** « Date de la retraite » : la date où le Participant prend sa retraite conformément aux articles 4.1, 5.1, 5.2 ou 6.1 du Régime enregistré, selon le cas.
- 1.03** « Équivalence actuarielle » : méthode de détermination du montant d'une prestation par rapport à la valeur d'une autre prestation en utilisant les hypothèses actuarielles déterminées par l'actuaire selon les principes actuariels généralement reconnus.
- 1.04** « Forme normale de rente » : la forme normale de rente décrite à l'article 4.5 du Régime enregistré.
- 1.05** « Participant » : un Employé ou un ancien Employé qui a adhéré au Régime supplémentaire en vertu de l'article 2.1 et qui a droit à des prestations en vertu de ce régime.
- 1.06** « Participant actif » : un Participant est considéré comme un Participant actif à compter de la date d'adhésion au Régime supplémentaire et cesse de l'être à la date à laquelle il cesse d'être un Participant actif en vertu du Régime enregistré.

L'expression « Participation active » a une signification correspondante.

- 1.07** « Plafond maximum » : le montant maximum de rente annuelle pouvant être accordé à un Participant sous le Régime enregistré afin de respecter les limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu, et ce, conformément au règlement du Régime enregistré.
- 1.08** « Régime enregistré » : Régime de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount.
- 1.09** « Régime supplémentaire » : Régime supplémentaire de retraite pour les fonctionnaires et les employés de la Ville de Westmount.
- 1.10** « Salaire » : pour tout Employé participant au Régime enregistré, tel que défini dans ce régime, sans être limité par l'application du plafond des prestations déterminées.
- 1.11** « Valeur actuarielle » : la valeur calculée sur la base des normes de pratique de l'Institut canadien des actuaires pour le calcul des valeurs de transfert des régimes enregistrés de retraite.

## SECTION 2 – ADMISSIBILITÉ ET ADHÉSION

---

- 2.1** À compter du 1<sup>er</sup> juin 2025, tout Employé qui est un Participant actif du Régime enregistré et dont les prestations acquises sous le Régime enregistré sont limitées par le Plafond maximum est admis à adhérer immédiatement au présent Régime supplémentaire.

PROJET POUR  
ADOPTION

## **SECTION 3 – COTISATIONS**

---

### **3.1 Cotisations patronales**

Aucune cotisation patronale n'est requise, à moins que l'Employeur en décide autrement à son entière discrétion conformément à l'article 6.1.

### **3.2 Cotisations salariales**

Aucune cotisation salariale du Participant n'est requise.

### **3.3 Cotisations fictives**

Une cotisation fictive annuelle, représentant la différence entre la Cotisation salariale que le Participant aurait versée au Régime enregistré sur son Salaire et la Cotisation salariale versée au Régime enregistré, devra être comptabilisée aux fins du Régime supplémentaire. À titre de précisions, si, durant une période d'absence, un Participant doit, aux termes du Régime enregistré, s'acquitter à la fois des Cotisations salariales et des cotisations patronales afin que des crédits de rentes lui soient alloués au Régime enregistré, les Cotisations patronales ainsi versées par le Participant seront également tenues en compte aux fins du calcul des cotisations fictives.

La valeur des cotisations fictives comprend l'accumulation des Intérêts sur les cotisations fictives jusqu'à la date de retraite ou de décès.

## SECTION 4 – PRESTATIONS DE RETRAITE

---

### 4.1 Prestation de retraite

À la Date de la retraite de tout Participant, le Régime supplémentaire prévoit le versement :

- a) d'une rente viagère payable au Participant à l'égard de ses Années de participation et qui est égale à la rente viagère incluant, le cas échéant, la rente de raccordement, à laquelle l'Employé aurait eu droit en vertu du Régime enregistré en ne tenant pas compte du Plafond maximum et déterminé selon la Forme normale de rente;

moins la somme de :

- b) la rente viagère incluant, le cas échéant, la rente de raccordement, payable au Participant par le Régime enregistré à l'égard de ses Années de participation, déterminée selon la Forme normale de rente; et
- c) la rente viagère pourvue par la valeur des cotisations fictives déterminées en vertu de l'article 3.3.

La rente viagère payable du Régime enregistré est celle qui serait déterminée, le cas échéant, avant le versement de toute prestation en vertu d'une retraite progressive prise conformément au règlement du Régime enregistré et avant toute cession de rente au Conjoint admissible du Participant effectuée conformément à l'article 10.9 du Régime enregistré.

### 4.2 Formes optionnelles

Si le Participant choisit de recevoir du Régime enregistré, au lieu de la Forme normale, une rente payable selon une autre forme, la forme optionnelle de rente choisie dans le Régime enregistré sera réputée également choisie au Régime supplémentaire et sera ajustée par Équivalence actuarielle de la rente de retraite payable selon la Forme normale.

## SECTION 5 – PRESTATIONS ACCESSOIRES

---

### 5.1 Prestations de cessation

À la cessation de Participation active d'un Participant pour toute autre raison que le décès ou la retraite, aucune prestation du Régime supplémentaire n'est versée au Participant.

### 5.2 Prestations de décès

Lorsqu'un Participant actif décède avant qu'il ne soit admissible à la retraite, le Régime supplémentaire prévoit une prestation de décès qui est la Valeur actuarielle de :

a) la rente différée à l'égard de ses Années de participation et qui est égale à la rente viagère incluant, le cas échéant, la rente de raccordement, à laquelle le Participant aurait eu droit en vertu du Régime enregistré s'il avait cessé sa Participation active le jour de son décès et en ne tenant pas compte du Plafond maximum;

moins la somme de :

b) la rente viagère différée payable par le Régime enregistré, incluant, le cas échéant, la rente de raccordement, à laquelle le Participant aurait droit s'il avait cessé sa Participation active le jour de son décès à l'égard des Années de participation; et

c) la valeur des cotisations fictives déterminées en vertu de l'article 3.3.

La rente viagère du Régime enregistré à laquelle le Participant aurait eu droit est celle qui serait déterminée, le cas échéant, avant toute cession de rente au Conjoint admissible du Participant effectuée conformément à l'article 10.9 du Régime enregistré.

Si le Participant était admissible à la retraite le jour de son décès, le Régime supplémentaire prévoit une prestation de décès qui est la Valeur actuarielle de la prestation à laquelle le Participant aurait eu en vertu de l'article 4.1 s'il avait pris sa retraite le jour de son décès.

La prestation est alors payable au Conjoint du Participant ou, à défaut de Conjoint ou si le Conjoint a renoncé au droit de recevoir ses prestations de décès dans le Régime enregistré, au Bénéficiaire.

PROJET POUR  
ADOPTION

## **SECTION 6 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

---

### **6.1 Financement**

Les prestations de retraite découlant du Régime supplémentaire sont à la charge de l'Employeur mais ne sont pas sécurisées via un financement. L'Employeur se réserve toutefois le droit d'établir une convention de retraite ou toute autre convention équivalente en déposant à la fiducie créée en vertu de cette convention, une portion ou la totalité de la valeur de toute rente payable en vertu du Régime supplémentaire telle que déterminée par l'actuaire.

### **6.2 Modifications au régime**

L'Employeur se réserve le droit de modifier le présent règlement ou de l'abroger. Telles modification ou abrogation ne doivent toutefois pas réduire les droits acquis.

L'Employeur a pleins pouvoirs pour interpréter les dispositions du Régime supplémentaire et adopter tout règlement aux fins de son administration.

### **6.3 Droits**

Le Régime supplémentaire ne peut être interprété comme conférant des droits à l'Employé eu égard à la durée de son emploi et ne pourra préjudicier de quelque manière que ce soit au droit de l'Employeur de mettre fin à l'emploi de l'Employé.

### **6.4 Remboursement de la valeur des droits**

Nonobstant toute disposition contraire, au moment de la retraite du Participant, l'Employeur peut à sa seule et entière discrétion verser un montant forfaitaire au Participant représentant la Valeur actuarielle de la prestation de retraite qui lui est payable en vertu du Régime supplémentaire.

### **6.5 Relevé annuel**

Chaque Participant recevra annuellement un relevé annuel faisant état des droits découlant de sa participation au Régime enregistré et au Régime supplémentaire.

## **6.6 Incessibilité**

En vertu du présent règlement, ni le Participant, ni son Conjoint, ni un autre Bénéficiaire n'ont le droit de transférer, de céder, d'anticiper, de donner en gage ou autrement grever d'une charge tout droit ou intérêt découlant du Régime supplémentaire.

## **6.7 Divisibilité**

Si l'une des dispositions du présent règlement ou de ses modalités est illégale ou non exécutoire, elle sera considérée comme dissociable, et le règlement et les autres conditions demeureront pleinement en vigueur et lieront les parties comme si ladite disposition n'avait jamais été incluse.

## **6.8 Version officielle du règlement du Régime supplémentaire**

La version française du règlement a préséance sur la version anglaise du règlement.

## **6.9 Entrée en vigueur**

Le présent règlement entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2025.

---

Christina M. Smith  
Mairesse

---

Me Paule Geoffroy Béliveau  
Greffière de la Ville



CANADA  
PROVINCE OF QUÉBEC  
CITY OF WESTMOUNT

**BY-LAW 1637**

BY-LAW CONCERNING THE SUPPLEMENTAL PLAN  
FOR THE OFFICERS AND THE EMPLOYEES  
OF THE CITY OF WESTMOUNT

Effective June 1st, 2025

## TABLE OF CONTENTS

---

	<b>Page</b>
PREAMBLE.....	1
DIVISION 1 – DEFINITIONS AND INTERPRETATION.....	2
DIVISION 2 – ELIGIBILITY AND MEMBERSHIP.....	4
DIVISION 3 – CONTRIBUTIONS.....	5
DIVISION 4 – RETIREMENT BENEFITS.....	6
DIVISION 5 – ANCILLARY BENEFITS.....	7
DIVISION 6 – GENERAL PROVISIONS.....	9

PROJET POUR  
ADOPTION

## PREAMBLE

---

The Supplemental Pension Plan for the Officers and the Employees of the City of Westmount (the "Supplemental Plan") was adopted by the Municipal Council of the City of Westmount effective as of June 1st, 2025.

The Supplemental Plan applies to employees of the City of Westmount who are affected by the tax limits applicable to benefits under the Pension Plan for the Officers and the Employees of the City of Westmount (the "Registered Plan").

Under the second paragraph of section 2 of the *Supplemental Pension Plans Act* (S.Q. 2015, c. 20), the Supplemental Plan is not required to comply with the rules prescribed by this Act. In fact, the *Supplemental Pension Plans Act* does not apply to:<sup>1</sup>

*a pension plan established for employees who are also members of a plan governed by this Act, if their employer makes contributions to both plans in their respect and if, under the terms of the other plan, they are entitled to benefits at least equal to the maximum benefits which may be paid under the terms of a registered pension plan defined in section 1 of the Taxation Act (chapter I-3);*

Unless the context otherwise requires, where this by-law refers to the Registered Plan or a statute, as amended, without indicating an amendment date, the reference includes any amendment and replacement subsequent to the effective date of this by-law.

---

<sup>1</sup> Excerpt from section 2 of the *Supplemental Pension Plans Act*.

## **DIVISION 1 – DEFINITIONS AND INTERPRETATION**

---

The Supplemental Plan coexists with the Registered Plan. Accordingly, the definitions contained in the Registered Plan by-law apply for the purposes of the Supplemental Plan. Notwithstanding the foregoing, the following expressions shall, for the purposes of the Supplemental Plan, have the meanings indicated below (the singular number shall include the plural):

- 1.01** "Beneficiary": shall mean the person or persons designated by the Member as beneficiary under the Registered Plan. If the Member has not designated a Beneficiary under the Registered Plan or if the Beneficiary has predeceased the Member, then any benefits payable from the Supplemental Plan to the Member's Beneficiary will be paid to the Member's estate.
- 1.02** "Retirement Date": shall mean the date on which the Member retires in accordance with sections 4.1, 5.1, 5.2 or 6.1 of the Registered Plan, as the case may be.
- 1.03** "Actuarial Equivalence": shall mean the method of determining the amount of a benefit in relation to the value of another benefit, using actuarial assumptions determined by the actuary in accordance with generally accepted actuarial principles.
- 1.04** "Normal Form of Pension ": shall mean the normal form of pension described in section 4.5 of the Registered Plan.
- 1.05** "Member": shall mean an Employee or former Employee who has been enrolled in the Supplemental Plan pursuant to section 2.1 and who is entitled to benefits under such plan.
- 1.06** "Active Member": a Member is considered an Active Member from the date of enrolment in the Supplemental Plan and ceases to be an Active Member on the date they cease to be an Active Member in the Registered Plan.

"Active Membership" shall have a corresponding meaning.

- 1.07** "Maximum Limit": shall mean the maximum amount of annual pension that may be granted to a Member under the Registered Plan in order to comply with the limits imposed by the *Income Tax Act*, in accordance with the Registered Plan's by-law.
- 1.08** "Registered Plan": shall mean the Pension Plan for the Officers and the Employees of the City of Westmount.
- 1.09** "Supplemental Plan": shall mean the Supplemental Pension Plan for the Officers and the Employees of the City of Westmount.
- 1.10** "Salary": shall mean the Salary as defined under the Registered Plan for any employee participating in the Registered Plan, without being limited by the application of the defined benefit limit.
- 1.11** "Actuarial Value": the value calculated pursuant to the Canadian Institute of Actuaries' standards of practice for the calculation of transfer values for registered pension plans.

## DIVISION 2 – ELIGIBILITY AND MEMBERSHIP

---

- 2.1** As of June 1, 2025, any Employee who is an Active Member in the Registered Plan and whose accrued benefits under the Registered Plan are limited by the Maximum Limit is eligible to join this Supplemental Plan immediately.

PROJET POUR  
ADoption

## **DIVISION 3 – CONTRIBUTIONS**

---

### **3.1 Employer contributions**

No employer contributions are required unless otherwise determined by the Employer at its sole discretion in accordance with section 6.1.

### **3.2 Member contributions**

No member contributions are required.

### **3.3 Notional contributions**

An annual notional contribution, representing the difference between the Member Contributions that the Member would have made to the Registered Plan from their Salary and the Member Contributions made to the Registered Plan, shall be accounted for under the Supplemental Plan. As a clarification, if, during a leave of absence, a Member must, under the terms of the Registered Plan, make both Member Contributions and Employer Contributions in order to receive pension credits under the Registered Plan, the Employer Contributions thus paid by the Member will also be taken into account for the purposes of calculating the notional contributions.

The value of notional contributions includes the accumulation of Interest on notional contributions up to the Retirement Date or death.

## **DIVISION 4 – RETIREMENT BENEFITS**

---

### **4.1 Retirement pension**

On the Retirement Date of any Member, the Supplemental Plan provides for the payment of:

- a) a lifetime pension payable to the Member with respect to their Years of Membership and which is equal to the lifetime pension including, where applicable, the bridge benefit, to which the Employee would have been entitled under the Registered Plan not taking into account the Maximum Limit and determined in accordance with the Normal Form of Pension;

less the sum of:

- b) the lifetime pension including, where applicable, the bridge benefit, payable to the Member by the Registered Plan with respect to their Years of Membership, determined in accordance with the Normal Form of Pension; and
- c) the lifetime pension provided by the value of the notional contributions determined in accordance with section 3.3.

The lifetime pension payable from the Registered Plan is that which would be determined, if applicable, prior to the payment of any benefit payable upon phased retirement in accordance with the by-law of the Registered Plan and prior to any assignment of pension to the Member's Spouse made in accordance with section 10.9 of the Registered Plan.

### **4.2 Optional forms of pension**

If the Member elects to receive a pension payable in another form from the Registered Plan, instead of the Normal Form of Pension, the optional form of pension elected for the Registered Plan will be deemed also elected for the Supplemental Plan and will be adjusted by Actuarial Equivalence of the pension payable in the Normal Form of Pension.

## DIVISION 5 – ANCILLARY BENEFITS

---

### 5.1 Termination benefits

Upon termination of a Member's Active Membership for any reason other than death or retirement, no Supplemental Plan benefits are payable to the Member.

### 5.2 Death benefits

When an Active Member dies before they are eligible to retire, the Supplemental Plan provides a death benefit that is the Actuarial Value of:

- a) the deferred pension with respect to their Years of Membership, which is equal to the lifetime pension, including the bridge benefit, if any, to which the Member would have been entitled under the Registered Plan if they had ceased Active Membership on the date of their death, not taking into account the Maximum Limit;

less the sum of:

- b) the deferred pension payable by the Registered Plan, including, where applicable, the bridge benefit, to which the Member would have been entitled if they had ceased Active Membership on the date of their death in respect of the Years of Membership; and
- c) the value of notional contributions determined in accordance with section 3.3.

The lifetime pension payable from the Registered Plan is that which would be determined, if applicable, prior to the payment of any benefit payable upon phased retirement in accordance with the by-law of the Registered Plan and prior to any assignment of pension to the Member's Spouse made in accordance with section 10.9 of the Registered Plan.

If the Member was eligible for retirement on the date of their death, the Supplemental Plan provides a death benefit which is the Actuarial Value of the benefit to which the Member would have been entitled under section 4.1 if they had retired on the date of their death.

The benefit is then payable to the Member's Spouse, or to the Beneficiary if there is no spouse or if the spouse has waived the right to receive the death benefit under the Registered Plan.

PROJET POUR  
ADoption

## **DIVISION 6 – GENERAL PROVISIONS**

---

### **6.1 Funding**

Pension benefits under the Supplemental Plan are payable by the employer but are not secured by funding. The Employer reserves the right, however, to establish a retirement compensation arrangement or other equivalent arrangement by depositing, in the trust created under such arrangement, a portion or all of the value of any pension payable under the Supplemental Plan as determined by the actuary.

### **6.2 Plan amendments**

The Employer reserves the right to amend or repeal this by-law. Any such modification or repeal shall not, however, reduce acquired rights.

The Employer has full power to interpret the provisions of the Supplemental Plan and to adopt any by-laws for its administration.

### **6.3 Legal rights**

The Supplemental Plan shall not be construed as conferring any rights on the Employee with respect to the term of their employment and shall not in any way prejudice the Employer's right to terminate the Employee's employment.

### **6.4 Reimbursement**

Notwithstanding any provision to the contrary, upon the Member's retirement, the Employer may, at its sole and absolute discretion, pay a lump sum to the Member representing the Actuarial Value of the pension benefit payable under the Supplemental Plan.

### **6.5 Statement**

Each Member will receive an annual statement showing their entitlements under the Registered Plan and the Supplemental Plan.

## **6.6 Assignment**

Under this by-law, neither the Member, nor their Spouse, nor any other Beneficiary shall have the right to transfer, assign, anticipate, pledge or otherwise encumber any right or interest under the Supplemental Plan.

## **6.7 Divisibility**

If any provision of this by-law or its terms is unlawful or unenforceable, it will be deemed severable, and the rules and other terms will remain in full force and effect and bind the parties as if such provision had never been included.

## **6.8 Official version of the Supplemental Plan by-law**

The French version of this by-law constitutes the official version. This English version is considered an administrative version available to Members for consultation purposes.

## **6.9 Coming into force**

This by-law shall come into force on June 1<sup>st</sup>, 2025.

---

Christina M. Smith  
Mayor

---

Me Paule Geoffroy Béliveau  
City Clerk